

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/COM/1

7 février 1995

(95-0227)

**CONSEIL GENERAL**  
**31 janvier 1995**  
**Point 16**

Original: espagnol

## DECLARATION FAITE PAR LA COLOMBIE A LA REUNION DU CONSEIL GENERAL DU 31 JANVIER 1995

Le représentant de la Colombie a fait la déclaration suivante, en demandant qu'elle soit distribuée aux délégations.

La délégation colombienne juge nécessaire et opportun d'informer le Conseil général des initiatives prises récemment par le gouvernement des Etats-Unis en rapport avec le régime d'exportation des bananes de la Colombie vers l'Union européenne. En effet, le 9 janvier dernier, le Bureau du représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales a engagé une enquête afin de déterminer les mesures à appliquer conformément à l'article 301 de la loi commerciale américaine, en d'autres termes les sanctions unilatérales à imposer.

Les actions et procédures engagées par le gouvernement des Etats-Unis visent à mettre en cause la légalité de l'Accord-cadre sur les bananes conclu entre l'Union européenne, la Colombie, le Costa Rica, le Venezuela et le Nicaragua, bien que cet accord fasse partie intégrante des mécanismes régissant le commerce international prévus dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay, dont les Etats-Unis sont signataires, tout comme les participants à l'accord.

Il est non seulement surprenant mais encore paradoxal et extrêmement inquiétant de constater que, neuf jours après l'entrée en activité de l'Organisation mondiale du commerce, qui est dotée de mécanismes et de fonctions spécifiques destinés à régler les différends pouvant surgir entre ses Membres du fait de politiques ou de pratiques commerciales, les Etats-Unis discréditent et méprisent les nouvelles institutions mises en place par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends et optent pour l'application de leur droit interne et de mesures de rétorsion unilatérales, contrevenant ainsi à l'ordre juridique en vigueur.

Il ne s'agit pas ici de s'interroger sur la raison d'être de l'Accord-cadre, ni sur ses origines, ni sur sa conformité avec les règles du GATT et de l'OMC, ni même sur sa justification économique et sociale. En revanche, il s'agit avant tout de s'attacher à appliquer les règles et les procédures que nous avons adoptées pour le règlement des différends. Ma délégation reconnaît à chaque pays membre de cette organisation le droit de défendre ses intérêts commerciaux lorsqu'il les considère en danger, mais elle ne peut accepter que ce droit s'exerce en marge des institutions que nous, Membres de cette organisation, avons créées pour régler les différends commerciaux de manière impartiale, objective et conforme au droit et non de manière unilatérale et arbitraire.

C'est pourquoi la Colombie souhaite, à cette première réunion du Conseil général, demander instamment aux Etats-Unis de mettre fin aux procédures engagées en vue d'appliquer l'article 301 de leur loi commerciale et les invite à utiliser les voies et procédures de règlement des différends instaurées dans le cadre juridique de l'OMC, au cas où ils maintiendraient leur position en ce qui concerne la validité de l'Accord-cadre sur les bananes.